



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



**eai** EQUAL ACCESS  
INTERNATIONAL



---

**Projet/ Titre de la prestation:** Sahel Collaboration et Communication (SCC)/Programme des Subventions pour l'Innovation

**Emplacement (s) du projet:** Niger et/ou Burkina Faso

---

Parmi les contextes les plus vulnérables au changement climatique, le Sahel est affecté par des niveaux de pauvreté élevés et persistants. Au Niger et au Burkina Faso, les décennies d'investissements des gouvernements, du secteur privé, des organisations locales et des acteurs internationaux pour relever les défis du développement structurel montrent que des progrès peuvent être réalisés, mais des millions de personnes sont encore touchées par les crises alimentaires, les conflits et les chocs récurrents, souvent dans les mêmes poches géographiques. Une coordination insuffisante entre les initiatives et des approches contradictoires entre les acteurs du développement et de l'aide humanitaire n'ont pas permis d'exploiter les investissements de manière à renforcer les capacités d'apprentissage au niveau local, à étendre et à pérenniser les résultats. Le terrorisme régional croissant, intensifié par les contraintes climatiques et environnementales, ajoute à la complexité. La réalisation de voies durables de sortie de la pauvreté et l'inversion de l'insécurité alimentaire chronique nécessiteront un effort coordonné pour relever ces défis interdépendants.

Les programmes de résilience d'USAID offrent une voie pour maximiser les résultats du développement dans les zones affectées par des chocs et des stress récurrents, prolongés et chroniques. En tant que stratégies multisectorielles se renforçant mutuellement, elles soulignent la nécessité pour les diverses parties prenantes du développement, de l'aide humanitaire et du secteur privé de travailler plus étroitement ensemble pour obtenir un impact collectif. Il est nécessaire de mettre l'accent sur l'alignement de ces investissements dans le cadre d'une vision commune et d'une approche coordonnée, avec des stratégies et des capacités claires de plaidoyer et de communication. Une collaboration renforcée grâce à une analyse, une planification et une mise en œuvre conjointes - étayées par un apprentissage itératif et une correction fréquente de la trajectoire grâce à une gestion adaptative - fournit une boussole pour travailler ensemble en tenant compte de la complexité et en donnant vie à un portefeuille d'impacts se renforçant mutuellement.

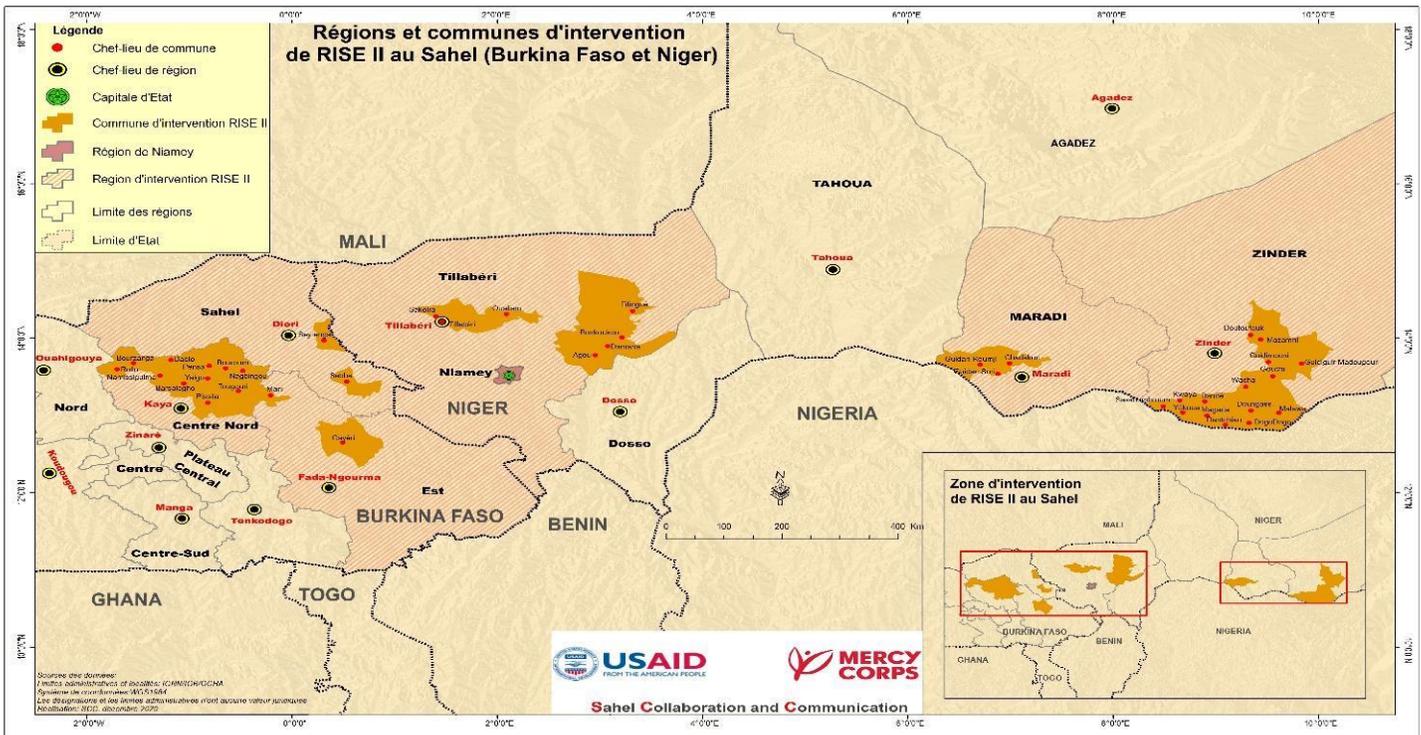
En réponse à ce contexte, Mercy Corps, avec ses partenaires Equal Access International et Tulane University, a conçu l'activité de Collaboration et de Communication du Sahel (SCC). SCC a pour but de rendre opérationnelle cette méthode de travail collaborative, consciente de la complexité, afin d'exploiter les investissements de RISE II, Bridge, GPCS ainsi que les efforts complémentaires des donateurs, des communautés, des gouvernements et du secteur privé, en un portefeuille cohérent et efficace. L'objectif du SCC : Assurer la collaboration, l'apprentissage et la communication entre les partenaires de mise en œuvre et les parties prenantes de l'USAID pour améliorer les résultats du développement dans les zones ciblées du Sahel.

- Résultat 1 : Collaboration renforcée pour un impact collectif
- Résultat 2 : Amélioration de l'apprentissage et de la gestion adaptative
- Résultat 3 : Meilleure connaissance des contributions de l'USAID parmi les publics clés

Le Programme de Subventions Pour l'Innovation (PSI ou *Innovative Grants Program* en anglais) de SCC vise à catalyser les changements au niveau des systèmes ou les changements transformationnels, visant à établir des liens entre les chercheurs de l'enseignement supérieur et les partenaires de mise en œuvre d'USAID pour soutenir l'exécution de l'agenda d'apprentissage commun du SCC. L'objectif du PSI est de catalyser des solutions novatrices aux approches de la résilience, la collaboration, l'apprentissage et l'adaptation par l'engagement d'équipes de recherche multisectorielles et interdisciplinaires autour des questions d'apprentissage de l'agenda d'apprentissage de SCC. Le but du programme est de générer et enrichir la base des connaissances sur les approches catalytiques de résilience dans les communautés y compris les barrières et les obstacles dont les communautés font face sur le terrain.

Les équipes de recherche seront composées de professeurs et d'étudiants d'universités et/ou d'organismes de recherche locaux, l'accent étant mis sur la participation des femmes et des jeunes. Les membres des équipes de chercheurs sélectionnées s'engageront également dans certaines activités du SCC afin de se familiariser avec les concepts et les approches de la résilience. Les équipes seront incitées à être composées des individus venant de différentes institutions et disciplines et comprendront au moins deux étudiants rémunérés dans chaque équipe, sous la supervision des chercheurs. La première série de subventions sera des subventions rapides d'une durée de six à douze mois sur des questions de recherche en **Annexe 1**.

Figure : Carte des zones du programme de résilience d'USAID



L'appel d'offres sera publié en avril 2022 ; le comité de sélection technique sera composé de membres du personnel du projet SCC, de Tulane University et des professeurs d'universités locales. Les candidats potentiels peuvent participer à un webinar d'orientation qui se tiendra virtuellement en avril 2022. Les finalistes pour chaque question (lot) de recherche après cette sélection seront appelés à un atelier de « cocréation » (d'affinement) avec les chercheurs de Tulane University. La sélection finale des subventions, qui seront attribuées à travers des contrats de prestations avec Mercy Corps, se fera en juin ou juillet 2022. Tulane University organisera des réunions bimensuelles avec les bénéficiaires des subventions.

**Activités du/de consultant(e)/chercheur principal(e):**

**Il/elle sera responsable d'organiser et de gérer l'équipe pour assurer le suivant:**

- Identifier l'approche et définir les méthodologies qui seront utilisées et préparer les outils, méthodes et masques/matrices de collecte et d'analyse de données ;
- Recueillir, analyser et synthétiser les données secondaires pertinentes ;
- Coordonner, programmer, organiser et faciliter la collecte de données (peut inclure les méthodes quantitatives ou qualitatives à travers les sondages, les entretiens individuels et/ou les discussions de groupe ou d'autres méthodes participatives appropriées) ;
- Assurer la prise en charge et la formation des étudiants, les matériels, outils et logiciels de recherche et la logistique des missions (le cas échéant) ainsi que la gestion financière de la prestation ; et
- Fournir les livrables dans le délai imparti et répondre à toutes les questions/commentaires de Tulane sur les produits et procédés de recherche.

**Produits livrables du /de la consultant(e)/chercheur principal(e):**

- Rapport de démarrage avec les outils, méthodes primaires, secondaires ou mixte et masques/matrices de collecte et d'analyse clairement définis, ainsi que les rôles dans l'équipe de recherche et leur formation ;
- Rapport provisoire (avec les outils/masques/matrices/transcriptions/documents de collecte en annexe) ;
- Rapport final (avec les commentaires pris en compte et les annexes finalisés), de maximum vingt pages.

**Profil du/de la consultant(e)/chercheur principal(e):**

- Avoir au minimum un diplôme universitaire supérieure (BAC+8) dans une des domaines suivants : sociologie, anthropologie, démographie, économie, agriculture ou une filière similaire ;

- Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la recherche y compris des études/analyses sociales et économiques ; une expérience avec les recherches menées par les ONGs sur les questions d'apprentissage serait un atout;
- Bonne maîtrise des approches qualitatives et quantitatives, ainsi que leur analyse et rapportage selon les logiciels et approches courantes ;
- Expérience dans la gestion des équipes de chercheurs ;
- Très bonne maîtrise du français et des langues nationales ; la maîtrise de l'anglais serait un atout.

**Le/la consultant(e)/chercheur principal(e) rendra compte à:** Pr. Nancy MOCK.

**Le/la consultant(e)/chercheur travaillera en étroite collaboration avec:** Issaka OUMAROU.

**Postuler:**

Le/la consultant(e)/chercheur principal(e) doit soumettre sa candidature sur le lien: [SoumissionOffresMCN@mercy Corps.org](mailto:SoumissionOffresMCN@mercy Corps.org) au plus tard le **15 mai 2022 à midi** (heure de Niamey, GMT+1). La soumission doit porter la mention « Offre SCC Question X» et le nom et coordonnées du soumissionnaire et contenir les pièces suivantes:

- CVs détaillés du personnel clé de l'étude, ne dépassant pas 3 pages par personne, y compris ceux des étudiants;
- Une proposition technique détaillant le processus d'étude, y compris des suggestions pour des méthodologies (5 pages maximum);
  - La pertinence de la recherche pour identifier les pratiques catalytiques pour la résilience
  - L'approche de recherche (les méthodes qui seront utilisées)
  - Source des données
  - Équipe et organigramme
  - Plan de mis en œuvre
- Une offre financière (catégories: personnel/consultants, logistique sur le terrain, matériels et autres couts, taxes/retenus de BIC)
- Une liste de références à contacter (au moins trois) ;
- Une liste des consultations précédentes menées.

Critères d'évaluation technique des notes conceptuelles :

- Pertinence (20%)
- Approche méthodologique (30%)
- Équipe interdisciplinaire, inclusion et expérience en recherche pertinente de l'équipe proposée (30%)
- Faisabilité de la recherche proposée (20%)

Les soumissionnaires éventuels sont invités à participer à une réunion en ligne sur l'appel qui aura lieu le **25 avril 2022**. Les questions-réponses seront partagées avec tous les soumissionnaires éventuels par la suite. Veuillez remplir la fiche d'inscription pour le webinar ici : [Inscription Webinar: Appel Subventions a l'Innovation - Google Forms](#).

## Annexe 1 : Questions de Recherche (Lots)

No°	Questions d'apprentissage	Projet(s) et zones
1	<p>La gestion du foncier est une question complexe au Niger et au Burkina Faso parce qu'elle fait appel, au niveau de ces deux pays, à une superposition de plusieurs types de droits. Traiter de la question foncière au Niger impose d'interroger le droit islamique, le droit coutumier et le droit positif. Au Burkina Faso, droit coutumier et droit positif s'invitent dans la gestion foncière. C'est conscient de cette situation qu'au niveau des deux pays les instruments juridiques ont été élaborés pour permettre un accès aux ressources foncières à tous. Quant on sait l'écart qui existe entre la production des textes juridiques et réglementaires et leur mise en application de manière générale, on peut se demander ce qu'il peut en être, sur des questions aussi complexes que celles du foncier en particulier, au niveau local. En effet au niveau local parfois, la prééminence des coutumes est assez forte et, une multitude d'acteurs intervient à différents niveaux. Aussi, vu la place qu'occupe le foncier dans les activités rurales (agriculture, élevage) le mode de gestion dont il fait l'objet a une incidence certaine sur les conditions de vie des populations. C'est pourquoi il est important de comprendre ceci: la gestion du foncier telle que faite au niveau local et des villages favorise-t-elle la résilience des communautés? Quels sont les acteurs qui interviennent dans la gestion foncière? Quel est le rôle de chaque catégorie d'acteurs dans la gestion du foncier à différents niveaux? Est-ce que la gestion du foncier au niveau local correspond à ce que ça devait être au niveau national? Comment la gestion du foncier à l'échelle locale permet-elle la prise en compte de tous les groupes sociaux (jeunes, femmes, migrants etc.)? Quels sont les impacts de la gestion foncière au niveau local sur les jeunes et les femmes?</p>	<p><b>ASTER/Burkina Faso</b> : Barsalogo, Bouroum, Seytenga, Mani, Gayeri, Pissila, Tougouri, Rollo, Kaya, Piela, Yalgo, Nagbingou, Sampelga, Bani, Dori, Kongoussi, Colla, Thion, et Bartiebougou</p> <p><b>TEV/Niger</b> : Tillabéri, Zinder (Damagaram Takaya, Mazamni, Guidimouni et Guidiguir) et Maradi (Guidan Roumji, Chadakori et Guidan Sorry)</p> <p><b>TEV/BF</b> : Sebba, Setenga, Gayeri, Mani, Barsalago, Bouroum, Bourzanga, Dablo, Nagbingou, Niamissigma, Pissala, Pensa, Rollo, Tougri, Yalgo</p>
2	<p>USAID encourage fortement les collaborations stratégiques (Séquençage, intégration et superposition) entre les projets qu'elles financent au Niger et au Burkina Faso. A cet effet plusieurs projets au niveau des pays, ont soit sur proposition de l'USAID, soit à partir des réunions de collaboration qu'organise le SCC, identifier des activités qu'ils mettent ensemble. Le cadre de collaboration est le plus souvent matérialisé par un plan d'action conjoint, qui trace les activités à mener de manière collaborative, les responsabilités de chaque partie et le délai d'exécution de chaque activité. Dans la région de Zinder au Niger des activités de sécurisation de deux espaces partagés sont en train d'être menées par les projets TerresEauVies-Wadata et PAM d'une part et, d'autre part entre TerresEauVies- Girma et PAM. La collaboration entre TerresEauVies-Wadata et PAM s'est organisée pour la sécurisation d'une aire de pâturage situé dans la commune de Mazamni (Département de Damagaram Takaya) tandis que les actions collaboratives de TerresEauVies-Girma et PAM sont menées pour sécuriser une aire de pâturage dans la Commune de Goushi (Département de Dungass). Au vue du caractère prometteur des activités qui sont menées, il est intéressant d'effectuer une étude comparative en vue de décrire le processus suivi pour la mise en œuvre de chacune de ces deux actions, identifier les facteurs qui contribuent à la réussite d'une collaboration, les leçons apprises, et faire des recommandations.</p>	<p><b>GIRMA</b> : Dandé, Dantchiaou, Kwaya, Magaria, Yékoua</p> <p><b>WADATA</b> : Départements de Gouré et Damagaram Takaya plus spécifiquement dans les communes de : Damagaram Takaya, Mazamni, Guidimouni et Guidiguir</p> <p><b>TEV et PAM/Niger</b>: interviennent dans les mêmes zones que Girma et Wadata</p>
3	<p>Étude comparative Niger v Burkina Faso: Nombreux sont les projets qui apprennent aux bénéficiaires des "meilleures" pratiques agricoles avec comme entre autres objectifs de les accompagner à augmenter leur production et réduire l'insécurité alimentaire, leur transférer des pratiques qui sont respectueuses de l'environnement etc. Il est apparu en certains endroits notamment dans les zones d'intervention du projet VIM+ les femmes adoptent mieux les nouvelles pratiques que les hommes. Mais aucune investigation n'est menée qui permet de comprendre et expliquer les facteurs qui contribuent à l'adoption de nouvelles pratiques par des hommes dans une zone et non pas dans une autre. D'où l'intérêt de comprendre quels</p>	<p><b>ViMPlus</b> : Province du Sanmatenga (Pissila, Barsalogo, Pensa, Namissiguima, Dablo) Province du Namentenga (Tougri, Yalgo, Bouroum, Nagbingou) Province du Bam (Rollo, Bourzanga)</p> <p><b>Hamzari</b>: Chadakori, Guidan Roundji, et Guidan Sori</p>

	<p>sont les facteurs qui bloquent cette adoption chez certains hommes dans un environnement agro écologique similaire et qui favorisent l'adoption par des femmes? Qu'est-ce qui contribue aux différences?</p>	
4	<p>Les "Village Savings and Loans Association" (VSLA) sont des groupements d'épargnes et de crédits qui se basent sur la pratique endogène de la tontine. Les VSLA ont été introduits au Niger dans les années 90 par CARE sous l'appellation de Mata Masu Dubara" (MMD). Depuis, la pratique s'est diffusée dans plusieurs pays africains sous plusieurs appellations. En 2008, des groupements de ce type fondés par CARE étaient présents dans 26 pays africains et servaient plus de 2,8 millions de personnes, dont 75% de femmes. D'après une étude de SAREL de 2018, ces VSLA offrent aux femmes des opportunités d'autonomisation au moins sur deux aspects. D'abord sur l'offre d'opportunités économiques puis, sur le renforcement des capacités individuelles. Au vu du succès de cette pratique au niveau des communautés, n'est-il pas intéressant d'identifier les activités qui sont les plus pertinentes à coupler avec ces VSLA pour mettre les ménages sur la voie de la résilience?</p>	<p><b>GIRMA</b> : Dandé, Dantchiaou, Kwaya, Magaria, Yékoua</p> <p><b>WADATA</b> : Départements de Gouré et Damagaram Takaya plus spécifiquement dans les communes de : Damagaram Takaya, Mazamni, Guidimouni et Guidiguir</p> <p><b>HAMZARI</b> : Chadakori, Guidan Roudmji, et Guidan Sori</p> <p><b>ViMPlus</b> : Province du Sanmatenga (Pissila, Barsalogho, Pensa, Namissiguima, Dablo) Province du Namentenga (Tougri, Yalgo, Bouroum, Nagbingou) Province du Bam ( Rollo, Bourzanga)</p>
5	<p>L'élevage étant une des principales activités génératrices de revenus au Niger et au Burkina Faso. Elle s'exerce dans des contextes où l'accès aux services vétérinaires, importants pour éleveurs, est difficile surtout pour les petits éleveurs. Les produits vétérinaires sont souvent hors portée en termes de prix et, dans certaines zones; ces services sont quasi inexistantes. De nombreux projets ont introduit des initiatives pour rendre plus proche le service vétérinaires aux éleveurs. Vu les défis rencontrés dans la mise en œuvre de ces initiatives il est important de comprendre: Quelle est l'approche la plus efficace pour améliorer les services vétérinaires dans les zones rurales ? Comment assurer le renforcement des capacités des agents vétérinaires et de la chaîne d'approvisionnement de médicaments animaux?</p>	<p><b>Yidgiri/Burkina Faso</b> : Centre Nord (Pissila, Rollo, Pensa, Yalgo, Namissiguima, Barsalogho, Boulsa, Bouroum, Bourzanga, Dablo, Dargo, Kaya, Tougouri, Nagbingou) Est (Bartiébougou, Bilanga, Bogandé, Fada, Foutouri, Gayeri, Manni) Nord (Bani, Dori, Sempelga, Sebba, Seytenga, Tankougounadjié)</p> <p><b>Yalwa/Niger</b> : Région de Tillabéri, Maradi, Zinder</p>
6	<p>En Afrique de manière générale et au Niger en particulier, les conditions de vie des femmes sont des plus difficiles. L'un des premiers éléments qui caractérise cette difficulté, c'est d'abord division sociale du travail selon le sexe qui confère aux femmes la charge des activités domestiques et aux hommes celles qui nécessite d'aller loin du ménage. Les activités domestiques qui sont dévolues aux femmes sont tout aussi difficiles qu'énormes et réduisent leur possibilité d'effectuer d'autres activités qui leur permettent d'avoir un revenu. Aussi dans beaucoup il est décrié l'unilatéralisme des hommes qui fait que les femmes sont écartées des décisions majeures qui engagent la vie du ménage. Depuis plusieurs années, des ONG et organismes de développement travaillent à l'améliorer les conditions de vie des femmes à l'intérieur de leur ménage. Les structures qui interviennent à travers des pratiques ou approches dont l'objectif est d'insuffler un changement de comportement à l'intérieur des ménages. L'approche Maison Familiale Harmonieuse (MFH) fait partie des approches qui sont mises en œuvre pour améliorer les conditions de vie des femmes. La MFH est mise en œuvre par Girma et permet l'amélioration du dialogue et de la prise de décisions conjointes dans le couple. Elle consiste en un curriculum dispensé dans des « écoles des couples », animées par des couples</p>	<p><b>GIRMA</b> : Dandé, Dantchiaou, Kwaya, Magaria, Yékoua</p>

	<p>facilitateurs. A son intérieur, les couples (monogames ou polygames) apprennent à discuter de manière sereine et régulière sur plusieurs thèmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et plus globalement au bien-être de la famille. Après plus de trois ans de mise en œuvre il est important de comprendre quels sont les effets de l'approche Maison Familiale Harmonieuse (MFH) sur l'amélioration du dialogue et de la prise de décisions conjointes dans les ménages sur des questions de santé? Comment la MFH améliore le dialogue à l'intérieur des couples?</p>	
7	<p>Les organisations paysannes (OP) sont confrontées à de nombreux défis à s'établir au Niger. Elles le sont moins au Burkina Faso qu'au Niger. Elles sont prises entre le manque de ressources et l'obligation d'être en règle vis-à-vis de l'administration. Être en règle implique de charge car, inscrit au régime fiscal de l'Etat. Pour cette raison, certains préfèrent rester dans l'informalité totale. Cette situation n'est pas pour arranger certains projets qui travaillent avec les OP et qui ont l'obligation de ne collaborer qu'avec celles qui sont en règle. Certains ne veulent pas devenir officielles car à partir de ce moment ils ont beaucoup d'obligations à combler auprès du gouvernement. Les partenaires de mise en œuvre s'investissent de plus dans le renforcement des capacités technique et managériale des organisations faitières des producteurs bénéficiaires dans l'objectif de les rendre performantes afin qu'elles puissent, à leur tour, offrir les services de qualité à leurs membres de façon durable. Toutefois, l'insécurité croissante, les faibles niveaux d'éducation/alphabétisation, l'accès limité aux fonds de roulement, etc. sont autant de facteurs limitant la pérennité de ces efforts. Quelles sont les options possibles à considérer dans la conception et la mise en œuvre des interventions afin d'atteindre pleinement les objectifs attendus? Une étude comparative Niger/BF sur les OPs et le respect de la réglementation permettra de comprendre, malgré cette situation, quels sont les facteurs qui incitent quelques OPs à suivre les règles fiscales et de gouvernance édictées par les réglementations nationales et/ou celles de l'UEMOA/l'OHADA. Quels sont les facteurs qui les découragent?</p>	<p><b>Yidgiri/Burkina Faso</b> : Centre Nord (Pissila, Rollo, Pensa, Yalgo, Namissiguima, Barsalogho, Boulsa, Bouroum, Bourzanga, Dablo, Dargo, Kaya, Tougouri, Nagbingou) Est (Bartiébougou, Bilanga, Bogandé, Fada, Foutouri, Gayeri, Manni) Nord (Bani, Dori, Sempelga, Sebba, Seytenga, Tankougounadjé)</p> <p><b>Yalwa/Niger</b> : Région de Tillabéri, Maradi, Zinder</p>
8	<p>La Gouvernance des comités locaux de gestion : Tous les projets qui mettent en place des infrastructures mettent systématiquement des comités de gestion dont l'objectif est d'assurer la durabilité de l'investissement. L'organisation de ces comités en termes du nombre des membres et leurs profils est le plus souvent la même partout. Sur la base des leçons apprises du passé, et, pour une meilleure fonctionnalité de ces comités, de plus en plus, l'intégration des jeunes et des femmes dans ces comités fait partie des exigences des projets. Alors, l'intégration des jeunes et des femmes dans les comités de gestion locale permet-elle une meilleure gestion de ces comités? Quels sont les rôles qui sont le plus souvent attribués aux jeunes et aux femmes dans les comités de gestion? Quels sont les rôles qui sont le plus joués par les jeunes et les femmes et qui améliorent la gestion de ces comités? Quel est le rôle et la valeur ajoutée des jeunes et des femmes dans les comités locaux?</p>	<p><b>GIRMA</b> : Dandé, Dantchiaou, Kwaya, Magaria, Yékoua</p> <p><b>WADATA</b> : Départements de Gouré et Damagaram Takaya plus spécifiquement dans les communes de : Damagaram Takaya, Mazamni, Guidimouni et Guidiguir</p> <p><b>ViMPlus</b> : Province du Sanmatenga (Pissila, Barsalogho, Pensa, Namissiguima, Dablo) Province du Namentenga (Tougri, Yalgo, Bouroum, Nagbingou) Province du Bam (Rollo, Bourzanga)</p>
9	<p>Depuis longtemps le numérique est considéré comme étant un puissant levier de développement industriel et économique. La crise sanitaire de la COVID 19 révèle l'importance du numérique dans la résilience des institutions en ce qu'il leur a permis d'assurer la continuité du service à travers le télétravail. Les projets de développement ont compris le rôle que peut jouer le numérique pour eux dans l'accompagnement des communautés à être plus résilientes notamment dans certaines zones du Sahel qui sont en proie à l'insécurité. Les communautés participantes aux projets, parfois non instruites, sont au niveau des deux pays, situés dans les zones rurales où parfois la connexion au réseau est très difficile. Dans cette situation</p>	<p><b>Affordable Mobile Phones+Yidgiri/Burkina Faso</b> : Centre Nord (Pissila, Rollo, Pensa, Yalgo, Namissiguima, Barsalogho, Boulsa, Bouroum, Bourzanga, Dablo, Dargo, Kaya, Tougouri, Nagbingou) Est (Bartiébougou, Bilanga, Bogandé, Fada, Foutouri, Gayeri,</p>

	on se demande : Est-ce que les participants sont capables d'utiliser les solutions numériques que les acteurs de développement leur proposent? Prenons l'exemple de Affordable Mobile Phones qui vend des téléphones portables à crédit aux bénéficiaires de Yidgiri : est-ce que les messages pré-programmés dans leurs téléphones leur sont utiles pour avoir accès aux informations sur l'agriculture et améliorer leur résilience ?	Manni) Nord (Bani, Dori, Sempelga, Sebba, Seytenga, Tankougounadjii)
10	Depuis plusieurs années, la région du Sahel et en particulier le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont en proie à des problèmes sécuritaires causés par des groupes terroristes. Pour faire face à ce problème les gouvernements de ces Etats et les partenaires internationaux multiplient les initiatives. Tout le monde est unanime que la seule option militaire ne peut permettre de résoudre ce problème. Les pistes de solutions endogènes qui mettent à contribution les leaders d'opinions locaux sont envisagées. Or, dans ces zones, les acteurs religieux sont des figures communautaires très importantes. C'est pourquoi il est important d'identifier et analyser quelle (s) est/sont la/les meilleures approche (s) permet (tent) de mieux d'impliquer les acteurs religieux dans la lutte contre le terrorisme ?	Toutes les zones d'interventions des projets de résilience au Niger et au Burkina Faso.
11	Beaucoup de régions du Niger et du Burkina Faso font face à des crises sécuritaires qui ont entraîné d'énormes mouvements des populations et occasionné l'arrêt ou le dysfonctionnement de la délivrance de certains services de base comme l'éducation et la santé. Malgré ce contexte qui a rendu le travail très difficile, les acteurs sont en quête de voies et moyens pour permettre aux populations déplacées et à celles qui sont restées, d'avoir accès à un service minimum, notamment dans le domaine de la santé. Pour que leurs interventions soient plus efficaces, il est important de comprendre comment adapter la prestation des services de santé de manière générale. plus spécifiquement pour les projets qui interviennent dans le domaine de la santé, quelles sont les adaptations à faire sur les interventions axées sur la santé maternelle et infantile (SMI) de la Planification familiale (PF), de la santé de la reproduction (SR) et la nutrition dans un contexte d'insécurité ? Quels sont les outils les plus appropriés pour faire les adaptations?	<p><b>Kulawa/Niger :</b>  Maradi (les districts sanitaires de (Guidan Roumji, Aguié, Tessaoua Gazaoua et Dakoro); Tillabéri (les districts sanitaires de Kollo, Say, Filingué, Ballayara et Tillabéri); Zinder (les districts sanitaires de Mirriah, Takieta, Dungass, Gouré, Matameye Magaria et Damagaram Takaya)</p> <p><b>PREPARE/Burkina Faso :</b>  Province du Namentenga (Districts sanitaires de Boulsa et de Tougouri); Province du Sanmatenga (Districts sanitaires de Barsalogo et de Boussouma)</p>
12	Question ouverte : Les équipes de recherche peuvent développer leurs propres idées sur les questions de recherche importantes auxquelles il faut répondre afin d'améliorer la résilience dans les zones cibles. Ces questions ouvertes peuvent inclure le développement d'une base de preuves pour les pratiques prometteuses menées par les communautés, une meilleure compréhension des chocs importants (conflit, sécheresse, prix), de la vulnérabilité et des capacités de résilience des communautés.	Toutes les zones d'interventions des projets de résilience au Niger et au Burkina Faso.